

PRÉVENTION DE COVID-19 ET APPLICABILITÉ DU CONFINEMENT AU SÉNÉGAL : ANALYSE DES ENTRAVES CONTEXTUELLES D'UN MODÈLE VOYAGEUR DE DÉVELOPPEMENT SOCIO-SANITAIRE

Ismâïla SENE¹

Université Assane Seck de Ziguinchor Sénégal

is.boursen01@gmail.com

&

Serigne Momar SARR²

Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

serignemomar.sarr@ucad.edu.sn

Résumé : Un des principaux sujets d'actualité du début de la décennie, la pandémie de Covid-19 a polarisé l'attention des médias, des pouvoirs publics et des chercheurs de tous genres. Au Sénégal, l'évolution de cette pandémie a soulevé le débat sur l'applicabilité du confinement comme mesure de prévention de la Covid-19 dans un contexte où l'évolution des cas issus de la transmission communautaire interpelle notamment les pouvoirs publics mais aussi les scientifiques. Toutefois, bien que le confinement a semblé réussir dans d'autres contextes, cet article défend l'idée que ce modèle promu par la tradition biomédicale est inadapté au contexte local. C'est cet argument qui se situe au cœur de la présente réflexion qui, à partir de l'analyse du contexte socio-économique local, met en exergue les barrières sociales et économiques de l'applicabilité du confinement au Sénégal en tant que modèle de prévention découlant d'un mécanisme de transfert de politiques publiques dans un contexte de développement socio-sanitaire.

Mots-clés : covid-19, confinement, transfert de politiques publiques, modèle voyageur, développement socio-sanitaire.

COVID-19 PREVENTION AND CONTAINMENT APPLICABILITY IN SENEGAL: ANALYSIS OF THE CONTEXTUAL CONSTRAINTS OF A TRAVELLING MODEL OF SOCIAL AND HEALTH DEVELOPMENT

Abstract : The Covid-19 pandemic was one of the main news items at the beginning of the decade, and it attracted the attention of the media, public authorities and researchers of all kinds. In Senegal, the evolution of this pandemic has raised the debate on the applicability of containment as a measure to prevent Covid-19 in a context where the evolution of cases resulting from community transmission is of particular concern to public authorities but also to scientists. However, although containment has appeared to be successful in other contexts, this article argues that this model promoted by the biomedical tradition is inappropriate in the local context. It is this argument that lies at the heart of this paper, which, based on an analysis of the local socio-economic context, highlights the social and economic barriers to the applicability of containment in Senegal as a prevention model arising from a public policy transfer mechanism in a social and health development context.

Keywords: covid-19, containment, public policy transfer, travelling model, social and health development.

¹ Laboratoire de Recherche en Sciences Economiques et Sociales

² Laboratoire de Sociologie Anthropologie et Psychologie (LSAP)

Introduction

Au Sénégal, malgré les mesures de prévention prises par les pouvoirs publics (fermeture des frontières et des écoles, interdiction des rassemblements, restriction des déplacements interurbains, l'instauration d'un couvre-feu, etc.), la pandémie de Covid-19 a continué sa percée. Une percée favorisée, en partie, par les cas issus de la transmission communautaire et les multiples mutations du virus. Cette situation a poussé une partie de l'opinion publique, certains médecins et hommes de médias (journalistes et chroniqueurs) à se prononcer en faveur d'un confinement général de la population pour rompre la chaîne de transmission.

Bien que le confinement n'a pas été décrété, la persistance de ces appels et les propos du Président de la République du Sénégal³, M. Macky Sall, ont relancé le débat sur l'application probable de cette mesure. Cela, d'autant plus que le confinement a été cité, au début de la pandémie, comme un exemple de succès dans la gestion de la chaîne de transmission, notamment en Chine et dans l'Etat de Californie aux Etats unis.

Dès lors, l'évolution de ce débat, qui ne doit pas uniquement être l'affaire de médecins et des hommes de médias, appelle les spécialistes des sciences sociales à s'adapter au contexte scientifique pour répondre aux différentes problématiques que la pandémie de Covid-19 nous impose. L'objet de cet article est de montrer que des barrières liées au contexte socio-économique local entrave l'applicabilité du confinement (en tant que mesures extrêmes de distanciation sociale) comme moyen de prévention de la pandémie de Covid-19 au Sénégal.

L'idée est de démontrer que le transfert ou la diffusion de modèles de politiques publiques impriment des effets indésirables sur la gouvernance au quotidien dans les pays subsahariens, comme ils ont souvent été victimes de l'importante des modes de régulation. C'est pourquoi les contextes finissent toujours par reprendre leur revanche (J.P. Olivier De Sardan, 2021), de manière subtile ou abrupte, suivant les représentations des populations. Il faut dire que le mimétisme institutionnel est ancré dans les politiques publiques de la catégorie de pays du Sénégal si bien que les pratiques sociales sont invisibilisées. Il nous plaira alors de discuter les formes de diffusion des normes et des institutions à travers la pandémie de la Covid-19 qui se pose pourtant de manière imprévisible et incertaine pour les systèmes sociaux et politiques.

Basé sur une approche sociologique, l'article soulève, à partir d'entretiens individuels, plusieurs interrogations quant à la transposabilité des mesures de confinement dans la société sénégalaise, en particulier en zone rurale et péri-urbaine.

En présentant la méthode et les outils de manière détaillée, nous mettons la focale sur les résultats de la recherche afin de les discuter. Nous verrons alors que les barrières sociales du confinement révèlent la spécificité des sociétés africaines dans

³ En juillet 2021, les titres ci-après ont occupé la Une d'une partie de la presse sénégalaise pour rapporter le propos tenus par le président Sall lors de la cérémonie de réception du rapport d'activités du Comité de suivi des fonds Force Covid-19: « Macky n'exclut pas le confinement » (Seneweb : https://www.seneweb.com/news/Sante/flambee-des-cas-de-covid-19-macky-n-excl_n_352565.html), « 3e vague Covid : Macky Sall menace de décréter le confinement et l'état d'urgence... » (Sénégo : https://senego.com/3e-vague-covid-macky-sall-menace-de-decreter-le-confinement-et-letat-durgence_1297665.html), « Macky sall n'écarter pas le confinement général » (Seneplus : <https://www.seneplus.com/societe/macky-sall-necarter-pas-le-confinement-general>), etc.

leur dynamique complexe avec leurs pratiques sociales quotidiennes. Ainsi, la nature d'une économie à dominance informelle montre comment le confinement fait craindre plus de vulnérabilités et de précarité qu'il n'est supposé apporter une solution à la pandémie en cours. De la structure des logements à la nature des rapports interindividuels et donc sociaux, le confinement n'est matériellement possible pour des sociétés d'échanges et de bricolage.

1. Outils et méthode

Cette étude s'appuie sur une méthodologie de recherche qualitative basée sur la conduite d'entretiens semi structurés et d'entretiens informels avec plus d'une trentaine de personnes, dont des travailleurs du secteur informel, résidant en milieu rural et dans la banlieue dakaroise. Ces personnes, choisies de manière occasionnelle, par le procédé de l'échantillonnage de convenance, ont été interrogées grâce à une démarche inscrite dans la recherche de la saturation empirique. Les sites de recherche concernent principalement la banlieue de la région de Dakar (Pikine-Guédiawaye) et quelques villages de la région de Thiès (Kirène et Bandia) et Ziguinchor (Fanda) que nous avons fréquentés dans un contexte de promotion tous azimuts des mesures barrières. Les enquêtes en question ont été réalisées dans la période de juin à juillet 2020.

2. Résultats de la recherche

Les données de terrain mettent en exergue plusieurs obstacles sociaux, économiques et matériels à l'application du confinement dans le contexte sénégalais.

2.1. Les barrières sociales du confinement

Avec la multiplication des cas de Covid-19 au Sénégal, le débat relatif à la gestion de la pandémie s'est orienté sur la promotion des gestes barrières. Parmi ces gestes, on peut citer : se laver régulièrement les mains avec une solution hydro-alcoolique ou à l'eau et au savon, rester à plus d'un mètre de distance des personnes, se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou avec un mouchoir en cas de toux ou d'éternuement et jeter le mouchoir immédiatement après dans une poubelle fermée, éviter les rassemblements de populations, etc. (C. Sokhna, 2020). Parallèlement à ces gestes transitoires simples, la solution du confinement a été proposée notamment par des médecins à travers des médias locaux.

Pourtant, l'un des rares pays qui peut se targuer d'avoir noté une baisse de la propagation de la pandémie de Covid-19 à la suite de l'application du confinement, c'est la Chine. Dans d'autres pays, notamment en Europe et en Afrique, ces résultats ont tardé à se faire voir de manière concrète.

Sans présumer les raisons d'un tel décalage, nous pensons, à la suite du socio-anthropologue S. Faye (2020), que la pratique du confinement doit tenir compte d'éléments de sociologie du milieu, du pays ou de la zone considérée. Ceci pour comprendre la probabilité de succès des mesures qui en découlent et d'identifier les facteurs contextuels qui peuvent servir d'entrave à ce modèle de prévention des pandémies.

Au Sénégal, un essai de diagnostic de la structure sociale nous permet d'identifier quelques barrières sociales qu'une lecture ancrée dans l'approche biomédicale et dans le paradigme de la dénonciation⁴ peine à entrevoir. En réalité, il faut reconnaître que ces approches développent une vision du monde plus ou moins décalée de celle de certains sénégalais dont les comportements de non-observance stricte de la distanciation sociale sont négativement qualifiés à travers l'usage de termes stigmatisants (indiscipline, insouciance, inconscience, incivisme, etc.).

L'ambition n'est certes pas de nier l'existence de pratiques pouvant relever de l'insouciance et de l'irresponsabilité citoyenne, mais d'apporter une autre grille de lecture qui se propose de dépasser ces paradigmes normatifs pour épouser le paradigme de la complexité, de la compréhension profonde et de l'analyse ancrée. Dans cette optique, notre connaissance du social nous pousse à noter d'emblée que le Sénégal est une société à dominance communautaire où la proximité sociale est une valeur qui s'exprime par une présence physique, une attention réciproque, bref, par la valorisation des échanges directs. Dans un tel contexte social, demander à la population de s'isoler de leurs voisins pourrait sonner comme un appel à la désobéissance culturelle. Autrement dit, la promotion de l'isolement social exprime, pour cette forme de société et notamment en milieu rural, un manque d'égard pour les valeurs sociales et culturelles qui sont pourtant incrustées de manière durable et profonde dans l'inconscient individuel et dans la conscience collective. Un villageois rencontré nous explique cela en ces termes :

« On est conscient qu'il y'a la maladie mais ce n'est pas dans notre tradition de vivre isolé ou de s'enfermer. Ceux qui le font sont juste mal attentionnés et orgueilleux. Dans notre village au matin, on fait le tour des concessions pour dire bonjour et prendre les nouvelles des voisins. Quand on revient de voyage on fait de même. A midi, on mange ensemble sous l'arbre à palabre et tout le monde est le bienvenu. C'est une tradition héritée de nos ancêtres, ce n'est pas à notre génération de la faire disparaître. (...) On est bien conscient de la Covid mais la croyance aux vertus de la tradition est plus forte que la peur de la Covid ».

Il n'est donc pas besoin d'interroger P. Bourdieu (1972) pour comprendre que certains comportements souvent taxés d'« irresponsables » proviennent des *habitus*, c'est-à-dire de ces apprentissages par lesquels des manières de voir (perceptions), de juger (jugements) et de faire (comportements) ont été inculquées aux individus pendant leur socialisation et qui sont intégrées de manière durable dans leurs consciences individuelles et collectives pour générer des pratiques sociales. H. Rachik (2020) a eu raison de rappeler qu'il n'est pas facile d'accepter que ce qui était normal dans notre système de valeur devienne transgressif.

Dans un tel contexte, la notion d'acceptation prend tout son sens car elle nous rappelle la difficulté de se séparer des repères ancrés pour épouser, en peu de temps, de nouvelles pratiques et croyances jadis classées aux antipodes des valeurs sociétales. La question n'est donc pas de savoir si oui ou non le confinement est un bon modèle de prévention de la pandémie de Covid-19 mais plutôt de savoir comment une structure sociale non standardisable pourrait réagir à ce modèle conçu ailleurs et importé par le biais de la diffusion des pratiques et des politiques publiques ? Elle est aussi de savoir : comment le confinement s'imposerait-il dans un contexte social et

⁴ Nous désignons par ce terme des hommes de médias et des citoyens qui font dans la dénonciation tout azimut des comportements de non-observance des mesures de distanciation sociale.

économique sénégalais pour lequel la distanciation sociale n'est pas la bienvenue, parce que mal perçue voire inopportune ?

La position défendue ici est que ce ne sont pas des appels publics à la conscience citoyenne ni des « Live Facebook », encore moins des slogans : « Restez chez vous ! », qui vont amener un social incorporé à céder la place à une méthode de distanciation sociale ou au confinement. Sinon comment comprendre la sortie spontanée et le regroupement, en plein couvre-feu, de certaines populations de Médina (un quartier populaire à Dakar) pour accueillir et exprimer leur compassion à une famille retournée dans le quartier après 14 jours de mise en quarantaine⁵ ? Un début de réponse réside probablement dans les propos d'un résidant que nous avons interrogé :

« Nous sommes des sénégalais avant tout. Ceux qui veulent adopter un autre style de vie n'ont qu'à vivre leurs vies et nous laisser vivre la nôtre. Chez nous, c'est la solidarité et l'entraide qu'on connaît. Même si on n'a pas de l'argent à donner aux voisins, on a l'obligation de leur témoigner de l'attention comme ils le font à notre égard. Il ne faut ni les rejeter ni les fuir en s'enfermant. Il faut être présent à côté d'eux dans toutes les circonstances : heureuses ou malheureuses. Cela est plus important que leur donner de quoi se nourrir ».

Il semble qu'ici il n'est pas question d'une adhésion ou d'un choix individuel entre deux logiques contradictoires car la marge d'action de certains est déjà réduite par les dynamiques sociales qui concourent à maintenir l'individu dans un schéma social spécifique. On perçoit, en effet, une logique d'exaltation du social qui remet en cause les perspectives des normes officielles du gouvernement.

Cela est d'autant plus vrai que la sensibilisation est portée par des personnes qui, du point de vue identitaire, ne présentent aucune proximité avec certaines catégories de citoyens qu'elles sont pourtant sensées convaincre. Les efforts de marketing social, axés sur la communication pour le changement de comportement, semblent oublier, ainsi, les « réformateurs de l'intérieur », c'est-à-dire les leaders locaux situés à l'échelle villageoise ou à l'échelle du quartier et dont l'implication pourrait permettre d'explorer des approches innovantes basées sur les réalités locales.

2.2. Une économie à dominance informelle, autre goulot d'étranglement

L'autre barrière et non moins importante du confinement réside dans la structure de l'économie locale. En effet, le « secteur informel »⁶ qui regroupe l'« ensemble des activités de commerce, de production de biens et de services à valeur marchande (...) qui échappent partiellement ou totalement à la législation et aux normes qui régissent les champs des activités et des pratiques de mêmes catégories » (A. Niang, 1998, p. 57), constitue le moteur de l'économie sénégalaise. Il est le premier secteur pourvoyeur d'emplois au Sénégal puisqu'il emploie plus de la moitié de la population active occupée (ANDS, 2013). Au vu de son enjeu dans la lutte contre le chômage, il constitue une véritable soupape de sécurité pour la stabilité sociale. Une bonne partie des acteurs de ce secteur s'active dans le sous-secteur informel de survie car ils développent, au jour le jour, des activités à finalité alimentaire qui génèrent un revenu qui dépasse rarement le minimum vital. Dans une telle configuration, imposer le confinement serait un

⁵ https://www.senenews.com/actualites/medina-regroupement-en-pleine-nuit-pour-accueillir-une-famille-apres-sa-quarantaine-la-video-qui-fait-polemique_306420.html

⁶ Il peut-être mieux de parler d'« économie populaire » pour plus de neutralité axiologique ou de nuances épistémologiques de taille, tant celle-là constitue l'économie réelle des sociétés africaines en capacité d'initiatives et d'innovation.

« drame social » plus grave que la pandémie (Faye, 2020). Il va sans dire que la structure de l'économie locale constitue un frein au confinement.

Les discussions que nous avons eues avec des acteurs du secteur informel nous permettent de comprendre que ces « *gorgorlu* »⁷ qu'on pourrait taxer d' « inconscients » en cas de non-observance du confinement obéissent à des rationalités parallèles émanant de leur historicité propre. Pour preuve, le cas d'une commerçante avec qui nous nous sommes entretenus est tout à fait édifiant :

« Je sais ce que je gagne et ce que je perds en restant chez moi. Si j'ai choisi de ne pas rester chez moi, c'est parce que je sais bien que ce serait plus dramatique pour moi de ne pas travailler. Je gagne ma vie à la sueur de mon front. Je ne suis ni fonctionnaire, ni une cadre de l'administration publique qui peut compter sur les sous de l'Etat pour survivre en restant inactive. La seule solution que j'ai, c'est de travailler chaque jour pour préserver ma dignité et celle de ma famille. Je ne suis pas du genre à demander. La seule demande que je souhaite formuler, je l'adresse à l'Etat : qu'il ne nous oblige pas à rester chez nous car on a besoin de sortir pour avoir de quoi se nourrir ».

Certains acteurs du secteur informel n'ont pas hésité à affirmer que ceux qui leur exigent de rester chez eux sont, soit, des nantis, soit, des fils de nantis dépourvus d'empathie. Pour eux, ne pas sortir de leurs demeures équivaut à laisser leurs familles mourir de faim. A ce propos, les arguments d'un père de famille ont particulièrement attiré notre attention :

« Il faut être bête pour croire qu'un père de famille qui peine à avoir la dépense quotidienne va écouter ces gens. Je préfère mourir de la maladie ou mourir des mains de la police plutôt que de regarder mes enfants crever de faim sans rien faire. La vie ne m'a pas donné d'autre choix que de travailler au jour le jour pour vivre sinon j'irai voler pour nourrir ma famille. C'est mon destin et je l'accepte ».

De tels propos, réconfortés par d'autres, démontrent l'existence de rationalités plurielles qui obéissent à des logiques plurielles. Ils démontrent notamment que les personnes qui les tiennent s'inscrivent dans une logique de survie. Elles se voient donc contraintes de reléguer au second plan leur devoir de « citoyen modèle » au profit de leurs obligations parentales d'assurer les besoins primaires de leurs progénitures.

Nous sommes donc en face d'une logique altruiste qui met au-devant la nécessité de préserver la cellule familiale. Une telle logique ne relève ni de l'insouciance encore moins de l'inconscience voire du suicide. Ignorer cette perception, c'est courir le risque de se détourner des fondements d'une éventuelle entrave que J.P. Olivier de Sardan (2021) qualifie finalement de « revanche des contextes » face aux dérives de l'importation de « mécanismes miracles » retirés de leur contexte d'origine. D'ailleurs, un tel argument est à la base des théories qui expliquent le sous-développement comme le résultat de l'importation et de l'imposition de modèles d'essence occidentale reposant sur des principes qui ignorent les spécificités locales. L'application du confinement, en tant que modèle « bon sur le papier » (Mumtaz et al., 2015) risque donc de subir l'entrave des facteurs locaux qui peuvent conduire de manière inéluctable à des effets pervers.

On retrouve sans doute la même critique formulée par S. M. Sarr (2021) au refus de l'immunité collective en profitant des relations sociales denses, intenses et interactives dans nos communautés sous le prétexte que la Grande-Bretagne qui l'avait promue aux premières heures de la pandémie l'a vite abandonné. Pourtant, dit-il, si l'on avait pris en considération les différences des organismes et les variations du climat entre la zone tempérée et le Sahel, nous aurions fait preuve de plus de relativité

⁷ Expression Wolof qui signifie débrouillards.

pour s'adapter au contexte local et se démarquer de l'imposition d'une perspective mondialisée savamment entretenue par la standardisation des normes.

2.3. La structure des logements, un problème de faisabilité matérielle du confinement

Aux barrières sociales et économiques, on peut ajouter celles liées aux configurations familiales et à la structure des logements dans plusieurs quartiers de la banlieue dakaroise. En effet, l'existence de la promiscuité dans certaines maisons rend difficile, voire impossible, le confinement et son corollaire : la distanciation sociale. En effet, en partant des témoignages recueillis nous pouvons noter que dans certaines familles les maisons sont juste des dortoirs pour certains membres qui ne peuvent y trouver d'autres espaces que le lit pour se coucher. Cela du fait que l'insuffisance des espaces familiaux (étroitesse des chambres et maisons, insuffisance de chambres, inexistence de cour ou véranda) rend difficile un regroupement à l'intérieur de la maison. Le témoignage ci-après confirme bien cette problématique :

« Notre maison est très exigüe pour nous permettre d'y rester ensemble toute une journée. On est une famille élargie. Quand tout le monde se retrouve dans la maison, on se chamaille souvent. Les garçons passent la plupart du temps avec leurs amis et camarades. C'est souvent à l'heure du repas et du coucher qu'ils regagnent la maison. Si on oblige tout le monde à ne pas sortir, ce sera invivable ».

Chez d'autres, le nombre insuffisant de chambres pousse certains enfants (surtout les garçons) à passer la nuit ainsi qu'une grande partie de la journée chez les voisins mieux lotis ; l'heure du repas étant également pour eux l'une des rares occasions de rester dans le domicile familial et cela de manière temporaire. Cette catégorie de membres vivant entre deux toits (un pour se nourrir et un autre pour dormir) éprouvera bien évidemment des difficultés à se confiner et à garder une distance sociale avec les habitants des différentes maisons qu'elle fréquente et qui remplissent séparément des fonctions organiques spécifiques. Les explications ci-après permettent de comprendre cet état de fait :

« Le problème c'est que certains ne comprennent pas ce qui se passe dans les quartiers. Mais je trouve que c'est normal car ils sont isolés des populations. Pour ma part, je rends grâce à Dieu. J'ai suffisamment de chambres dans ma maison mais je ne peux pas rester silencieux face aux sollicitations de mes voisins. Par exemple, la nuit j'héberge deux enfants de mes voisins chez moi. Ils font presque tout chez eux mais la nuit ils dorment ici car ils sont à l'étroit chez eux. Et pourtant, je vous assure que je suis un exemple parmi tant d'autres ».

Cette forme de configuration constitue donc une entrave probable au confinement, car elle pose la problématique de sa faisabilité matérielle. Le respect strict des mesures de confinement équivaldrait, pour certains, à se détourner des mécanismes de solidarité souvent développés en réponse à l'insuffisance de l'espace familial du voisin et à la promiscuité qu'elle induit.

En plus, dans certains endroits, la solidarité mécanique est tellement ancrée dans l'esprit des communautés que les frontières entre espaces familiaux sont symboliquement inexistantes. Parfois, les frontières matérielles n'existent simplement pas car les concessions sont tellement imbriquées qu'il devient difficile de distinguer une maison de l'autre. Face à une telle situation, le confinement constitue une menace réelle de fracture sociale dans un contexte où des appels à la solidarité communautaire fusent de partout. Il renferme, en effet, des risques d'isolement social et de renforcement de la vulnérabilité de certaines familles. A défaut de trouver une solution

à la promiscuité qui sévit dans certaines maisons, cette problématique appelle la nécessité de promouvoir des mesures préventives plus souples que le confinement.

3. Discussion des résultats

Les résultats présentés dans cet article permettent d'établir un constat scientifique sur la non-applicabilité du confinement dans le contexte sénégalais. Celui se présente comme un modèle voyageur, c'est-à-dire une forme d'intervention standardisée soumise à l'épreuve redoutable des contextes de mise en œuvre toujours très divers et largement méconnus des promoteurs des interventions (J.P. Olivier De Sardan, 2018). En effet, nous sommes en face d'une structure socio-culturelle complexe (diversité des normes sociales et des valeurs en fonction des milieux, de l'ethnie, du groupe social, etc.) qui est difficilement standardisable et qui requière de développer des modèles d'intervention à la fois pluriels et complexes (V. Adams et al., 2016) pour promouvoir le développement socio-sanitaire.

C'est dire que la pandémie de Covid-19, au-delà de son incertitude, interpelle les modes de régulation sous l'angle de l'altérité et des connaissances. C'est la connaissance des peuples qui conduit à leur administration. Ce n'est donc pas pour rien que le Président de la République avait fini de lever les mesures finalement inadaptées de « semi-confinement » (fermeture des frontières et des écoles, interdiction des rassemblements, restriction des déplacements interurbains, l'instauration d'un couvre-feu, etc.), pour intimer l'ordre d'« apprendre à vivre avec le virus ».

On s'aperçoit dès lors que, dans le contexte sénégalais, le transfert de politiques publiques, compris comme la voie par laquelle on emprunte certaines politiques publiques ou pratiques développées dans un contexte spécifique pour les appliquer dans un autre contexte (D. Dolowitz & D. Marsh, 2000), court évidemment le risque d'une revanche du contexte (J.P. Olivier De Sardan, 2021). P. Saunier (2014) avait évidemment raison d'évoquer la complexité que renferme la reprise des idées et des pratiques extérieures à un contexte local. Pour lui, ces idées reprises sont soumises à une critique et à une évaluation. Bien qu'il pense qu'au final ces idées peuvent être déconstruites pour être substantiellement adoptées, le cas étudié démontre déjà une posture de rejet des mesures importées, laquelle posture met en mal les efforts de persuasion ou de socialisation (J. Debonneville & P. Diaz, 2013) déjà entrepris et à travers lesquels la diffusion devrait s'opérer.

En lieu et place d'une volonté de transposition du confinement, des actions de sensibilisation, axées sur la promotion de mesures barrières plus applicables que le confinement (port de masques, lavages systématiques des mains, etc.), pourraient servir d'alternatives crédibles. Néanmoins, ces actions gagneraient à s'appuyer sur des leaders communautaires tels que les responsables d'associations sportives et culturelles, les relais communautaires, les autorités religieuses, les étudiants ressortissants des localités, etc. Ces derniers jouissent d'une meilleure présomption grâce à leur proximité identitaire avec les populations cibles, leur connaissance des enjeux locaux, leur maîtrise des langues et canaux de communication ainsi que leur posture d'agents du dedans.

L'intérêt d'une telle approche sera de cumuler le modèle de prévention occidental (le confinement) applicable à certaines minorités socialement affranchies

des contraintes de l'économie informelle et des systèmes de valeur communautaire avec l'action des préventologues communautaires qui, par essence, sont des produits des configurations sociales locales. En réalité, l'implication de ces derniers pourrait faciliter l'adoption d'une communication articulée qui, tel que le suggère C. Pairault (1991), est nécessaire à la détermination d'une action publique durable en matière de développement socio-sanitaire. Cette approche s'inscrit notamment dans la perspective d'une éducation pour la santé, laquelle ne doit pas être conçue comme une entreprise de fabrication et de distribution de messages. Elle doit plutôt être articulée à des gestes et postures dont la réception par les cibles pourrait correspondre aux intentions des agents de sensibilisation.

Conclusion

Face au bouleversement paradigmatique (G. Agresti, 2020) imposé par la pandémie de Covid-19, il devient nécessaire de contribuer à la production d'une littérature diversifiée et suffisamment complexe pour appréhender les enjeux scientifiques de l'heure. C'est à cette exigence que s'est prêtée cette réflexion qui, abordant un sujet devenu habituel, dégage une réflexion détachée de la perspective biomédicale qui appréhende le confinement comme une solution nécessaire, voire urgente pour rompre la chaîne de transmission du virus et promouvoir, par ricochet, le bien-être physique et social des populations.

Ainsi, s'inspirant des échecs des différents mécanismes importés de prise en charge de la problématique socio-sanitaire en Afrique et se fondant sur notre connaissance du social ainsi que sur la collecte de données de terrain, nous avons essayé de démontrer que le confinement serait une pratique difficile à répliquer au Sénégal. En effet, elle introduirait une sorte de violence structurelle et souffrirait d'entraves socio-économiques liées à la structure sociale du milieu et au caractère informel de l'économie locale. A ce propos, il faut préciser que notre volonté n'est pas de récuser de manière automatique le confinement car le problème n'est pas le confinement en soi mais son incapacité à se dresser comme une solution cohérente face à la Covid-19 dans un contexte local peu standardisable. Notre réflexion démontre que les configurations sociales que prennent la vie en société, la nature de l'économie et la structure des logements se présentent comme des entraves à l'application du confinement au Sénégal.

Dès lors, comme nous l'avons suggéré plus haut, la meilleure approche serait de développer une sensibilisation communautaire pour promouvoir les gestes barrières en s'appuyant sur des leaders communautaires : leaders d'associations sportives et culturelles, relais communautaires, autorités confessionnelles, étudiants ressortissants des localités, etc. Ces derniers, du fait de leur maîtrise des normes sociales et des pratiques locales, présentent une proximité identitaire avec les cibles et jouissent d'une légitimité communautaire pour faciliter la sensibilisation et l'application des gestes barrières au plan local.

Références bibliographiques :

- Adams Vincanene & al, 2016, « Comptabilité alternative en santé mondiale maternelle et infantile », *Santé publique mondiale*, 11 (3) : pp. 276-294.
- Agresti Giovanni, 2020, « Les Sciences humaines et sociales à l'ère de la pandémie », *Médiapart*.
- ANSD, 2013, *Enquête nationale sur le secteur informel au Sénégal (ENSIS)*, Rapport final.
- Bourdieu Pierre, 1972, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Librairie Droz.
- Debonneville Julien & Diaz Pablo, 2013, « Les processus de transfert de politiques publiques et les nouvelles techniques de gouvernance : le rôle de la banque mondiale dans l'adoption des programmes de conditional cash transfers aux philippines », *Revue Tiers Monde*, vol 4, n° 216, pp. 161 à 178.
- Dolowitz David & Marsh David, 2000, « Learning from Abroad: The Role of Policy Transfer in Contemporary Policy-Making », *International Journal of Policy and Administration*, vol. 13, n° 1, pp. 5-24.
- Faye Sylvain, 2020, « La distanciation sociale au Sénégal, un remède au Covid-19 qui a du mal à passer », *The Conversion*.
- Mumtaz Zubia & al, 2015, « Bon sur le papier : l'écart entre la théorie du programme et le contexte réel dans le programme de sage-femme communautaire du Pakistan », *BJOG*, 122 (2), pp.249-258.
- Niang Abdoulaye, 1996, « Le Secteur informel une réalité à réexplorer : ses rapports avec les institutions et ses capacités développantes », *Afrique et Développement*, vol. 21, no. 1, pp. 57-80.
- Olivier De Sardan Jean Pierre, 2018, « Les modèles voyageurs à l'épreuve des contextes et des normes pratiques : le cas de la santé maternelle », in Pourette D. & al (dir), *Femmes, enfants et santé à Madagascar. Approches anthropologiques comparées*, L'Harmattan, pp.1-10.
- Olivier De Sardan Jean Pierre, 2021, *La revanche des contextes : Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà*, Paris, Karthala.
- Pairault Claude, 1991, « Les langages d'une éducation pour la santé », *Cahier des Sciences Humaines*, 27 (3-4).
- Rachik Hassan, 2020, « Il faut accepter le confinement''# après corona », *Tel quel*.
- Sarr Serigne Momar, 2021, « Les ratés politiques, une systémique : pour qu'il ne soit plus jamais ainsi en des circonstances exceptionnelles comme en temps ordinaire », in Ndiaye Abdourahmane, Guèye Cheikh & Ba Cheikh Oumar (dir.), *Sénégal post-Covid-19 : Souverainetés et ruptures*, Dakar, L'Harmattan, pp. 245-259.
- Saunier Pierre-Yves, 2004, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, 57, 2004, pp.110-126.
- Sokhna Cheikh, 2020, « Le Sénégal face au défi du Covid-19 », *The Conversion*.